

Politique

numéro 29 mai 2003

- 2 Le fait divers de Willy Wolsztajn
- 3 Vlaams Blok : les raisons d'une quarantaine - Serge Govaert
- 5 Le dictionnaire du prêt-à-penser - Mateo Alaluf
- 6 Hors d'œuvre - Hugues Le Paige, Johan Padan

- 8 Altermondialisme : et les usagers ? - Eugène Mommen

10 CACOPHONIE ÉLECTORALE

Le gouvernement Verhofstadt I^{er} rêvait d'en finir avec un "système belge" fait de petits arrangements de coulisses et de compromis illisibles. Il les a remplacés par le recours systématique aux effets d'annonce. La question communautaire allait être posée sans crispation. Et les différences "idéologiques" entre la gauche et la droite allaient être transcendées dans une forme belge de blairisme : le fameux "État social actif"... dont plus personne ne parle aujourd'hui.

- 10 "Prova d'orchestra" - Henri Goldman
- 11 Tout se joue en Flandre - entretien avec Kris Deschouwer
- 16 Le Blok et les Juifs - Henri Goldman
- 18 Une Communauté bruxelloise ? - Alain Maskens
- 22 Wallonie, Flandre et nouvelle donne européenne - José Fontaine
- 24 Écolo et Agalev au cœur de l'Europe - Benoît Rihoux
- 28 Groupons-nous et demain... - Jean-Paul Gailly
- 31 Chemins de vie - Christiane Vienne
- 38 Pour une égale qualité de vie - Philippe Defeyt
- 40 Mouton noir... et rouge - entretien avec Philippe Moureaux
- 44 Et la justice fiscale ? - Denis Horman

Illustrations : Willy Wolsztajn

- 34 "Quand tu fermeras les yeux", une nouvelle de Pierre Waaub
- 37 Le Café Carabosse, par Irène Kaufer

48 COMPÉTENCE UNIVERSELLE : LE BRICOLAGE

- 48 Une loi en chantier : 1993-2003 (?) - Claude Debrulle
- 54 Que reste-t-il de la compétence universelle ? - Olivier Corten
- 56 Pour un système responsable - Alain Destexhe
- 57 Vous pouvez manger du chocolat belge ! - Uri Avnery

- 52 Rideau sur les Assises - Jérémie Detober

- 62 Bonnes feuilles : "La Belgique de Jacques Yerna", de Julien Dohet et Jérôme Jamin

- 66 Les photos : Patric Jean
- 67 Turbulences, par Abel Cohen

Politique

revue de débats

LE THÈME

CACOPHONIE ELECTORALE

L'arc-en-ciel à bout de souffle ?

EN DEBAT

LE GATTE

EN DÉBAT

COMPÉTENCE UNIVERSELLE : LE BRICOLAGE

Pas touche à «nos alliés» ?

numéro 29
bimestriel
mai 2003
6€

Ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'«altermondialisme» est la seule idée neuve apparue sur le marché des idées progressistes ces dernières années. Mais quelle irruption ! Tous les continents sont emportés par la vague, et tous les «décideurs» politiques et économiques sont tenus d'en tenir compte. Cette vague est-elle autre chose que de l'écume ? Quelles sont les forces sociales qui l'animent ? Et de quel projet positif est-elle vraiment porteuse ?



Militantisme... pas mort ?

Depuis la «grande époque» des années 65-75, certains avaient cru le militantisme disparu, victime de l'individualisme «post-moderne», du repli sur soi, des «années-frics».

Le mouvement altermondialiste est à lui tout seul un démenti, au moins partiel, à ce pessimisme.

VÉRONIQUE BIQUET, MARC JACQUEMAIN ET GREGOR STANGHERLIN

Véronique Biquet, Marc Jacquemain et Gregor Stangherlin sont sociologues à l'ULg

Regain du militantisme ? Assurément. Mais on aurait tort de prendre cette renaissance pour un retour aux formes classiques de l'engagement public. Celui-ci, certes, se redéploie, mais sous des formes différentes, marquées par la profonde transformation des valeurs politiques au cours de ces trente dernières années.

LA RÉVOLUTION SILENCIEUSE

Il ne fait pas de doute que le dernier quart du XX^e siècle, dans les pays riches, a été le théâtre d'un profond changement dans les rapports individus/société : transformations majeures dans le rapport à la religion, à la famille, au politique, à la science, au travail... il n'est pas un domaine de l'activité humaine qui n'ait connu une forme ou une autre de «désinstitutionnalisation».

Le rapport à l'engagement politique n'a pas échappé à la règle et s'est profondément transformé. On a pu croire qu'il était condamné à disparaître dans des sociétés où la politique devenait «froide» selon une formule souvent employée par les analystes : à l'ère des «passions» politiques aurait succédé celle de la gestion, celle de la «gouvernance», comme on dit aujourd'hui. Dans un tel contexte, où la seule valeur sus-

ceptible d'encore encadrer la fonction politique serait une sorte de «déontologie professionnelle», on se demandait quel sens pouvait encore conserver l'engagement des militants.

Depuis une dizaine d'années, la théorie de la «fin des idéologies» a dû se nuancer quelque peu : l'engagement s'affaiblit mais ne disparaît pas et connaît même aujourd'hui, sans doute, une certaine forme de regain – porté notamment pas le mouvement «altermondialiste» – dont on ne sait encore s'il est simple fluctuation conjoncturelle ou signe d'un renversement de la tendance lourde.

Avant de réfléchir sur l'engagement en tant que tel, il n'est pas inutile de tenter de cerner les tenants et aboutissants de cette transformation profonde du rapport des individus aux institutions dans nos sociétés.

La clef de lecture la plus simple est sans doute celle qui est proposée depuis vingt-cinq ans par la politologue américaine Ronald Inglehart, qui s'est fait une spécialité de l'étude des valeurs au moyen de vastes enquêtes d'opinion multinationales (1). Au cœur du processus se situe, selon Inglehart, le passage d'un système de valeur globalement matérialiste à un système de valeur globalement postmatérialiste. Les gé-

nération nées après la guerre ont été socialisées dans un contexte de paix durable (2), de forte croissance économique, de progrès technologique et de massification de l'éducation. Dans ce contexte, les systèmes de valeur politique se sont organisés de moins en moins autour des besoins matériels (besoin de subsistance, besoin de sécurité) et de plus en plus autour de besoins «non-matériels» (besoins d'affiliation et de reconnaissance, besoin d'autonomie et d'expression de soi, esthétisation de la vie). Cette évolution, toujours selon Inglehart, se diffuse par remplacement générationnel : les systèmes de valeurs individuels se constituent principalement durant l'enfance et la prime adolescence. Par la suite, ils sont susceptibles, bien sûr, de réagir aux conditions extérieures, mais dans une certaine mesure seulement, la plasticité des valeurs au cours de la vie adulte étant limitée.

C'est donc une véritable «Révolution silencieuse» qui prend place dans les années cinquante et soixante. Silencieuse parce qu'elle se passe «dans les têtes» : la transformation des valeurs politiques ne deviendra évidente que lorsque la première génération marquée par le postmatérialisme atteindra l'âge de l'engagement politique. Cela don-

(1) Les synthèses de ces résultats sont publiés dans une série d'articles et dans trois gros ouvrages (un par décennie), dont le premier surtout, a fait date : *The silent revolution*, Princeton University Press, 1977 ; *Cultural shift in advanced societies*, Princeton University Press, 1988. *Modernization and postmodernization*, Princeton University Press, 1997.

(2) «L'équilibre de la terreur» était sans doute une situation anxiogène mais il a finalement écarté le spectre de la violence de masse dans les pays riches pendant près d'un demi-siècle.



nera les mouvements étudiants des années 65-75, dont le moment et le lieu emblématiques restent la France de mai 68.

L'émergence des valeurs postmatérialistes est significative sur plusieurs plans. D'abord, les thèmes majeurs de la conflictualité politique se déplacent. Le conflit pour la répartition du produit social (la lutte des classes) perd de son importance tandis que de nouvelles questions politiques apparaissent : les droits des femmes, le rapport à l'environnement, la contestation de l'autorité, la libre disposition de soi (en particulier, le refus d'une morale sexuelle justifiée par la tradition). Inglehart n'adhère donc que très partiellement à la thèse du «refroidissement» de la politique : les nouveaux clivages ne sont pas nécessairement moins conflictuels que le conflit capital/travail autour duquel s'est structurée la société industrielle. Ils le sont peut-être même davantage, dans la mesure où, entre des intérêts matériels (les salariés contre les patrons), il était peut-être plus facile de tracer des lignes de compromis qu'entre des conceptions éthiques opposées (productivisme ou environnementalisme, sacralisation de la vie du fœtus ou reconnaissance du libre choix de la femme, «normalisme» sexuel ou reconnaissance des différences...).

Sur le plan de l'engagement politique, l'émergence de valeurs postmatérialistes produit une double évolution : d'une part, l'affaiblissement global de l'engagement politique ; d'autre part, la désinstitutionnalisation de l'engagement résiduel. En somme, le désir d'autonomie débouche sur un effet principal, qui est une tendance à reporter son investissement vers la vie privée ; et un effet secondaire qui est l'émergence de formes d'engagement plus individualisées, plus rétives à la «discipline militante». Inglehart exprime très bien cette double évolution en distinguant ce qu'il appelle l'engagement contrôlé par les élites, qui se réduit et l'engagement défiant les élites, qui se développe. En même temps, par exemple, que diminuent la participation électorale ou l'affiliation syndicale et politique, se multiplient les formes plus personnelles et plus radicales d'action politique.

Bien sûr, il n'y a pas compensation : parce que le second type d'engagement réclame nettement plus de ressources cognitives et morales que le premier. Ce second type d'engagement caractérise assez bien ce qui est perceptible aujourd'hui de la mouvance «altermondialiste».

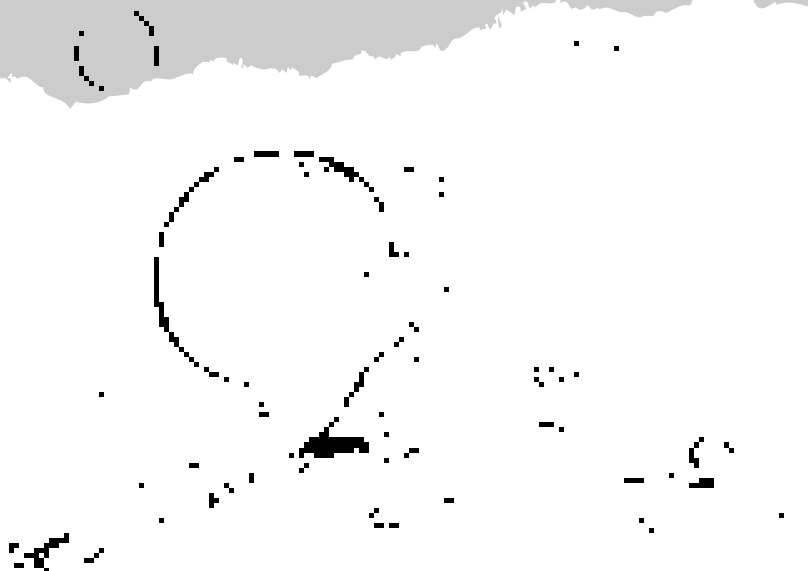
NOUVELLE FORME D'ENGAGEMENT ?

Dans la foulée des analyses globales relatives à la transformation des valeurs, la réflexion de Jacques Ion (1997) propose une opposition entre «militantisme classique» et «engagement distancié» (3).

Trois éléments caractérisent l'engagement militant : d'une part, la structuration en fédérations associatives reliées les unes les autres dans de vastes réseaux idéologico-politiques ; d'autre part, le traitement très spécifique dont font l'objet les individus, considérés simultanément et inséparablement comme citoyens anonymes et cependant complètement engagés dans une intense vie communautaire ; enfin, une masse d'adhérents individuels faisant la force de chacun et de l'ensemble. Les adhérents sont issus d'une communauté, mais leur adhésion les situe d'emblée dans un autre univers qui les rattache à la dimension sociétariale.

L'engagement distancié, quant à lui, se caractérise par les éléments suivants. Premièrement, il est plus ponctuel, limité et spécialisé que l'engagement militant classique. Le développement associatif se construit sur des bases nouvelles, et

(3) Ion (J.), *La fin du militantisme ?* Éditions de l'Atelier, 1997, coll. «enjeux de société», Paris.



ce de deux façons : en se développant en dehors des groupements fédérations et idéologiques et en se distanciant de ceux-ci. La conséquence de cette nouvelle forme d'engagement est que le réseau n'est donc plus une donnée initiale, mais il est le résultat de l'action. Deuxièmement, la Nation est de moins en moins la référence obligée. Les groupements intervenant dans l'espace public ont pour la plupart, soit un horizon local, soit un horizon mondial. Troisièmement, c'est la personne singulière qui se trouve impliquée. La mobilisation n'y signifie pas un renoncement de soi, bien au contraire. Cette implication ne pose pourtant, dans la plupart des cas, pas de problèmes parce qu'elle est toujours circonstanciée.

Afin de clarifier le débat sur l'évolution des formes d'engagement, différentes dimensions doivent être explicitées et une série d'ambiguïtés levées (4). D'abord, trop souvent l'opposition entre l'individualisme grandissant et la fin du collectif empêche la compréhension de l'évolution de l'engagement contemporain. Comme si l'affirmation, et même la primauté accordée à l'engagement individuel au détriment de l'engagement au sein d'une structure collective, était révélatrice de la fin du militantisme. Ce raccourci s'explique en partie par la confusion d'un mode d'action ou d'un «répertoire collectif» (pétition, don, participation occasionnelle à des activités diverses...) avec l'engagement.

Ensuite, il y a dans cette opposition entre «anciennes» et «nouvelles» formes de militantisme, l'idée d'une rupture presque totale entre les deux. Les nostalgiques déplorent

la disparition du «vrai» militantisme, tandis que les autres forcent le trait lorsqu'ils décrivent la «nouveau» des formes d'engagement et des enjeux actuels, comme si le mouvement «altermondialiste» ne se construisait pas également sur les bases des mouvements tiers-mondistes, écologistes et syndicaux.

Par ailleurs, un présupposé normatif semble caractériser la conceptualisation de la nouvelle forme d'engagement par rapport à l'ancienne : la condamnation «morale» ou un procès fait au militantisme classique et la disqualification du monde populaire, considéré comme «pré-moderne» (au sens normatif du terme).

Plus fondamentalement deux critiques majeures peuvent être adressées au concept d'«engagement distancié». Cette notion évacue l'étude des trajectoires sociales et professionnelles et surtout des dispositions durables. Une telle attitude ne permet pas de comprendre les «nouvelles formes d'engagement» comme des formes de «reclassement social». La notion d'«engagement distancié» fait oublier que l'engagement s'inscrit dans un espace social où il y a des coûts d'entrée et de sortie spécifiques et que les dispositions à l'engagement dépendent des appartenances sociales et des relations construites dans un espace social donné. Par ailleurs, la transformation du militantisme ne peut se comprendre, en analysant la transformation d'autres champs, comme celle des relations professionnelles et de son influence sur l'engagement. Bref, la «projection universaliste» empêche une «sociologie relationnelle» de l'engagement. Mais le

plus grand paradoxe se situe au niveau de l'expression même d'«engagement distancié». Alors que le concept d'engagement présuppose un investissement dans la durée, l'idée de «contrat», sous-jacente au concept d'engagement distancié, suppose le contraire. Ainsi, l'engagement ou le désengagement va de soi (par «contrat») alors que ce sont probablement les moments les plus importants pour comprendre l'engagement.

Au-delà du débat sur la nouveauté ou non de l'engagement «altermondialiste», la question centrale est peut-être la suivante : Quels sont les éléments qui structurent l'engagement «altruiste», c'est-à-dire l'engagement motivé par le besoin d'aider les autres plutôt que les siens ? Et comment ce type d'engagement peut-il s'insérer dans un véritable mouvement social ?

LA SPÉCIFICITÉ DE L'ACTION ALTRUISTE

L'action altruiste est, à première vue, une action collective spécifique puisqu'elle concerne la mobilisation d'individus non pas en vue de défendre leurs propres intérêts mais ceux d'autres personnes : les sans-papiers, les victimes d'exactions racistes, les populations du Sud... L'action politique de ces militants apparaît donc singulière car, non seulement les bénéfices de leur mobilisation sont destinés à autrui, mais en outre, leur engagement comporte, comme toute mobilisation collective, des coûts (temps investi, risques liés au type d'action mené...).

Les diverses manières d'aborder les ressorts de la mobilisation collective ont généralement pour point commun de réduire le processus de participation politique aux seuls bénéfices perçus par les militants. Or, il semble que dans le cas de l'action solidaire, le processus soit plus com-

(4) Pour une critique plus approfondie de l'ouvrage de Jacques Ion nous vous proposons l'ouvrage suivant : Collovald, Annie, Lechien, Marie-Hélène, Rozier, Sabine, Willemez, Laurent, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de «solidarité internationale» en faveur du Tiers-Monde*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (Collection Res Publica), 2002.

“Les formes d’engagement propres à la mouvance altermondialiste (...) témoignent à la fois de la vitalité du militantisme et de sa profonde transformation. Une certaine forme de «radicalité pragmatique» a sans doute remplacé la foi révolutionnaire.”

plexe. C’est ce que soutient Florence Passy, à travers une étude sur l’engagement distancié qui tire un trait entre deux perspectives théoriques classiques : l’utilitarisme et le structuralisme. La première met l’accent sur l’intentionnalité de l’acteur, la seconde se centre sur l’analyse des réseaux sociaux. L’hypothèse de F. Passy se décline dès lors en trois temps : *«l’individu, pour pouvoir s’engager dans un mouvement social, doit détenir certaines caractéristiques sociales et culturelles, doit évoluer dans un contexte relationnel spécifique et doit finalement décider, en évaluant un certain nombre de paramètres, s’il s’engage et avec quelle intensité»* (5).

Selon Passy, *«la position des militants dans la société, leurs valeurs, leur insertion dans des réseaux sociaux et leur évaluation de certaines perceptions de l’engagement constituent des facteurs qui les conduisent à rejoindre une action collective»* (6). En effet, en ce qui concerne le cas plus spécifique des militants du mouvement de solidarité, les facteurs clés de l’engagement qui sont relevés sont : l’appartenance à la nouvelle classe moyenne, et en particulier à la catégorie des travailleurs socioculturels (enseignants, travailleurs sociaux, professionnels de la santé dans le secteur public, etc.) ; la proximité des valeurs de gauche et des valeurs postmatérialistes ; l’insertion dans des réseaux proches des nouveaux mouvements sociaux et des églises et le fait d’être recruté par des réseaux interpersonnels. Outre ces facteurs, Passy souligne aussi l’influence de deux autres éléments sur le processus de mobilisation : la perception de l’efficacité de l’organisation dans laquelle on s’engage et l’utilité subjective de l’action (le sentiment que l’engagement est utile pour améliorer la situation des personnes pour lesquelles on se mobilise).

À côté de ces variables mises en évidence par Passy, un facteur supplémentaire nous paraît jouer un rôle central dans la mobilisation des individus par le biais d’une association : une expérience concrète avec l’enjeu de la protestation. Qu’il s’agisse d’un voyage dans le Sud, d’un camp humanitaire ou encore d’un «vécu» personnel.

Cependant, bien que l’engagement dont il est ici question soit tourné vers autrui, il n’en reste pas moins qu’il comporte une part d’intérêt personnel. Les militants perçoivent en effet de nombreuses compensations sur un plan «symbolique» ou «affectif», comme le fait que l’engagement répond, pour la plupart d’entre eux, à un idéal. Idéal dont la réalisation les «remplit», leur permet de se sentir utiles, d’avoir l’impression de vivre en concordance avec leurs principes. Pour comprendre l’engagement solidaire, on ne peut donc s’en référer exclusivement à des motivations d’ordre altruiste car la dimension «réalisation de soi» occupe une large place dans les discours des militants (7), reflétant de la sorte leur orientation postmatérialiste. Si l’idée de sacrifice, les appels au dévouement absolu et l’idéal de vivre pour l’autre continuent à inspirer les militants, ceux-ci ne craignent plus de révéler la priorité individualiste de leurs choix.

Cette conception de l’engagement, encore partiellement tributaire de l’idéologie tiers-mondiste, est particulièrement pertinente pour comprendre l’engagement dans des ONG telles que Médecins Sans Frontières, Amnesty International, Oxfam ou, dans une perspective plus locale, les Restos du Cœur. Toutefois, on peut s’interroger sur sa totale adéquation avec un mouvement «altermondialiste» dont les militants se réclament d’une universalité des ef-

fets pervers de la mondialisation où «ce qui touche quelqu’un à l’autre bout de la planète me touche également». En effet, deux éléments apportent un bémol au lien qui peut être fait, a priori, entre le mouvement «alter» et un engagement de type altruiste. Tout d’abord, comme cela vient d’être signalé, l’engagement militant, dans son acception la plus large, est rarement entièrement altruiste. Cet aspect doit être relativisé par la part, probablement de plus en plus grande – et l’on fait ici référence à la description de l’engagement distancié –, qui est faite à des motivations «intéressées», de type «réalisation de soi». Ensuite, l’hétérogénéité des groupements composant le mouvement force une analyse plus poussée en termes de motivations, sans rendre obsolète pour autant son rapprochement avec l’action solidaire.

QUEL FUTUR ?

«S’engager sans se perdre», tel était le défi posé dès la deuxième moitié des années septante au militantisme classique, et qui n’a pas peu contribué, en Europe de l’ouest, à la décomposition de l’extrême gauche issue des mouvements étudiants. Les formes d’engagement propres à la mouvance altermondialiste – mais aussi, depuis plus longtemps, au courant écologiste – témoignent à la fois de la vitalité du militantisme et de sa profonde transformation. Une certaine forme de «radicalité pragmatique» a sans doute remplacé la foi révolutionnaire. Il est possible, qu’en définitive, ce militantisme-là, moins flamboyant en apparence, se révèle à terme davantage porteur de changements... n

**VÉRONIQUE BIQUET
MARC JACQUEMAIN
et GREGOR STANGHERLIN**

(5) *L’action altruiste*, Genève, Droz, 1998, p. 20.

(6) Fournier M., *Participation et intérêt politiques de lycéens français, belges et québécois au début des années 90 : Une analyse plurielle fondée sur la dynamique de construction des univers de référence*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Institut d’études politiques de Paris, 1998 [non publiée], p. 35.

(7) Biquet V., *L’engagement des jeunes dans les ONG de défense des causes lointaines*, Mémoire présenté en vue de l’obtention du titre de licenciée en sociologie, Université de Liège, Faculté d’Economie, de Gestion et de Sciences Sociales, Département de Sciences Sociales, 2000.